

Brochure n° 3005-I

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

TRAVAUX PUBLICS
Tome I : Accords nationaux
(3^e édition. – Septembre 2004)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(11^e édition. – Juin 2005)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(8^e édition. – Avril 2005)

AVENANT N° 4 DU 15 MARS 2005
RELATIF À LA FORMATION OBLIGATOIRE
DES CONDUCTEURS DE VÉHICULES
NOR : ASET0550735M

Entre :

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

La fédération française du bâtiment (FFB) ;

La fédération nationale des sociétés coopératives de production (FNSCOP),

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

Le syndicat national CFE-CGC BTP,

D'autre part,

Vu la loi n° 98-69 du 6 février 1998 tendant à améliorer les conditions d'exercice de la profession de transporteur routier ;

Vu l'accord du 26 août 1999 relatif à la formation obligatoire des conducteurs de véhicules, salariés des entreprises du bâtiment et des travaux publics ;

Vu l'arrêté du 13 mars 2000 portant extension d'un accord national professionnel relatif à la formation des conducteurs de véhicules dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ;

Vu les avenants n°s 1 et 2 du 19 décembre 2000 à l'accord du 26 août 1999 relatif à la formation obligatoire des conducteurs de véhicules, salariés des entreprises du bâtiment et des travaux publics ainsi que l'arrêté du 17 octobre 2001 portant extension de ces avenants ;

Vu l'avenant n° 3 du 15 octobre 2001 à l'accord du 26 août 1999 relatif à la formation obligatoire des conducteurs de véhicules, salariés des entreprises du bâtiment et des travaux publics ainsi que l'arrêté du 19 avril 2002 portant extension de cet avenant ;

Vu l'article L. 132-5 du code du travail ;

Considérant les dispositions de l'article 16 du décret 2004-1186 du 8 novembre 2004 et afin de compléter la liste des situations des salariés reconnues comme équivalentes à la formation initiale minimale obligatoire,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 1^{er}, paragraphe 1-1, de l'accord collectif du 26 août 1999 relatif à la formation obligatoire des conducteurs de véhicules, salariés des entreprises du bâtiment et des travaux publics est complété comme suit :

- ou de l'exercice, à la date d'application obligatoire des dispositions de l'accord susvisé et de ses avenants, d'une activité de conducteur d'un véhicule de plus de 7,5 tonnes de poids total autorisé en charge à titre de salarié d'une entreprise du bâtiment et des travaux publics entrant dans le champ du présent accord.

Article 2

Compte tenu des délais prévus dans l'avenant n° 2 (art. 1^{er}) et l'avenant n° 3 (art. 2) précités, laissés aux entreprises du bâtiment et des travaux publics pour former leurs salariés concernés, les salariés qui ne pourront être formés dès la date d'application obligatoire se verront remettre par leur employeur une attestation de dispense temporaire de formation valable, dans la limite des délais impartis, jusqu'à la date de délivrance de l'attestation FIMO ou FCOS remise après la formation.

Article 3

L'annexe IV de l'accord du 26 août 1999 relatif au champ d'application est modifié comme suit :

Il est ajouté sous le dernier alinéa, la phrase suivante :

« Cet accord ainsi que ses avenants sont également applicables aux entreprises du bâtiment et des travaux publics des départements d'outre-mer (DOM). »

Article 4

Les signataires demanderont l'extension du présent avenant qui fera l'objet des formalités de dépôt prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Paris, le 15 mars 2005.

(Suivent les signatures.)